

**UNION INTERPARLEMENTAIRE
GROUPE BELGE**

Palais de la Nation, B-1009 Bruxelles

Visite d'une délégation du groupe belge de l'UIP en Géorgie (28-29.08.2008)

À l'invitation du Parlement de Géorgie, une délégation du groupe belge de l'UIP s'est rendue dans ce pays les 28 et 29 août 2008 (voir le programme en annexe).

La délégation était composée de :

- Mme **Sabine de Bethune** (CD&V), présidente du groupe belge de l'UIP et présidente du groupe CD&V du Sénat
- Mme **Anne-Marie Lizin** (PS), présidente de la section Belgique-Géorgie de l'UIP, vice-présidente de l'AP-OSCE et qu'estrice du Sénat
- M. **Jean-Luc Crucke** (MR), député
- M. Patrick Peremans, secrétaire de la section Belgique-Géorgie de l'UIP et directeur du service Communication du Sénat

Briefings et débriefing

Le programme de la visite a été défini préalablement en concertation avec l'ambassadeur de Géorgie à Bruxelles.

M. De Witte, directeur des questions de sécurité et ex-directeur Europe de l'Est au SPF Affaires étrangères, et sa collègue Mme Petit, chef du département Russie, ont informé la délégation sur la situation globale et ont donné des indications sur la position diplomatique de la Belgique. Après le retour de la délégation, le jour du Sommet spécial de l'UE à Bruxelles, Mme de Bethune a fait part à ces deux personnes du SPF Affaires étrangères des conclusions de la délégation.

Rencontre de membres du *Republican Party*

En guise de protestation contre la fraude électorale, le *Republican Party*, membre de l'Internationale libérale, refuse d'occuper ses deux sièges au parlement. Mme Tinatin Khidachvili a dès lors qualifié l'opposition au parlement d'artificielle. Elle a toutefois nié que les droits des minorités soient bafoués dans son pays. Elle a certes affirmé qu'il n'y avait plus de véritable débat politique en Géorgie depuis cinq ans, ne serait-ce que parce que tous les médias sont aux mains de M. Sakachvili. Celui-ci se voit reprocher de n'avoir rien fait pendant des années pour que la Géorgie se retire de la CEI, alors qu'il a insulté le président russe, M. Poutine, à plusieurs reprises. En outre, il a lui-même déclenché la guerre le 6 août 2008 (!). Or, la crise a donné lieu à un moratoire sur le maintien en place de 'Micha'. La présidente du parti espérait qu'une procédure accélérée serait décidée en faveur de la Géorgie à l'occasion du Sommet européen du 1er septembre.

Entretien avec M. David Darchiachvili, président de la Commission parlementaire pour l'intégration européenne

Selon lui, c'est l'attitude de rejet à l'égard de la Géorgie au sommet de l'OTAN à Bucarest qui a donné au président Poutine, le véritable détenteur du pouvoir à Moscou, le feu vert pour passer à l'offensive. M. Darchiachvili estime que les critiques européennes récemment émises à l'encontre de la Géorgie - comme celles du ministre belge des Affaires étrangères, M. De Gucht - encourageraient même M. Poutine à aller encore plus loin. Au départ, les Russes voulaient en effet prendre le contrôle de toute la Géorgie, mais les interventions du président français et président de l'UE Sarkozy et du président américain Bush ont permis de s'y opposer. Selon M. Darchiachvili, si l'Occident abandonne la Géorgie, l'Ukraine et la Moldavie suivront. La Russie délivre d'ores et déjà des passeports en Crimée (Ukraine), afin de pouvoir soi-disant défendre les citoyens de cette presqu'île ultérieurement.

Ce n'est pas une question de pipe-line ou d'autonomie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud qui intéresse la Russie. La Géorgie était d'ailleurs devenue un État multiculturel sous le président Sakachvili. C'est pourquoi il a rejeté les référendums dans les régions détachées, puisque celles-ci ont été soumises à une purification ethnique et que des milliers de leurs habitants sont aujourd'hui des personnes déplacées internes.

Le président de la commission parlementaire pour l'intégration européenne espérait, lui aussi, obtenir une procédure accélérée pour son pays au sommet européen du 1er septembre.

Séance extraordinaire du Parlement géorgien

La délégation a assisté à la séance extraordinaire du Parlement géorgien au cours de laquelle une résolution visant à rompre les relations diplomatiques avec la Russie a été adoptée à l'unanimité.

Entretien avec M. Lasha Zhvania, président de la commission parlementaire des Affaires étrangères

M. Zhvania déplore que l'Europe de l'Ouest ait nié les signes annonciateurs de la montée en puissance de l'homme fort qu'est M. Poutine. Le refus d'intégrer la Géorgie dans l'OTAN, lors du sommet de cette organisation à Bucarest, a clairement fait comprendre à M. Poutine qu'il pouvait envahir ce pays.

Entretien avec M. Temur Jakobachvili, ministre de la Réintégration

D'après le ministre, la Géorgie s'était préparée à une invasion russe en Abkhazie mais pas en Ossétie du Sud. De plus, les États-Unis avaient préparé l'armée à la lutte contre le terrorisme, mais pas à une invasion de 25.000 soldats russes.

Le ministre attendait du Sommet européen du 1er septembre qu'il apporte une aide à la reconstruction mais surtout une aide politique (procédure accélérée). Il n'était pas favorable à un isolement de la Russie. Par contre, il comptait sur une limitation des délivrances de visas aux hommes politiques et aux hommes d'affaires russes. La politique de l'Union européenne en matière de visas serait plus souple envers les Russes qu'envers les Géorgiens.

Selon lui, le Kremlin ne se soucie pas des pertes (il a estimé que 3.000 soldats russes étaient tombés) et réagit uniquement par pur intérêt. Il a souligné, à cet égard, que le capital fuit déjà la Russie.

Entretien avec M. Vardzelachvili, gouverneur de Gori

La Russie occupe 31 municipalités de la région de Gori (qui en compte une centaine). Parmi ces 31 municipalités, 25 ne sont même pas situées dans la zone de conflit. De même, les routes principales font toujours l'objet d'un contrôle, même si ce dernier s'effectue à une certaine distance. Au nord de Tskhinvali, quelques villages ont été détruits pour construire un aéroport militaire. Cela prouve que les Russes ont l'intention de s'établir durablement.

La délégation a également constaté la présence à Gori du conseiller diplomatique du premier ministre hongrois ainsi que de collaborateurs de Caritas et d'une ONG protestante.

Visite de terrain à Gori et à Karaleti

La délégation a visité un poste de contrôle russe à Karaleti et y a fait les constatations suivantes:

- le poste de contrôle est situé à 5 km à peine au nord de Gori et se trouve dès lors sur le territoire géorgien, à 15 km au sud de la frontière avec l'Ossétie du Sud;
- les couleurs russes flottent au-dessus du camp militaire en construction;
- Lors d'un entretien avec un officier russe, ce dernier a affirmé:
 - * être présent en tant que 'soldat de la paix' (il ne portait toutefois pas les badges MS habituels);
 - * que les soldats ont été entièrement reconvertis en 'soldats de la paix';
 - * que la présence russe dans son ensemble avait été limitée à 500 unités, comme le prévoit le plan-Sarkozy;
 - * qu'une deuxième école a été ouverte à Karaleti;
- la délégation a estimé la présence russe à deux unités, soit une centaine de soldats;
- au poste de contrôle, les soldats à la recherche d'armes ont fouillé toutes les voitures circulant dans les deux sens ainsi que leurs occupants (de simples civils qui transportaient des pêches, des moutons, etc.); la délégation a également été autorisée à traverser le poste de contrôle; la situation au poste de contrôle a été très médiatisée (notamment par une équipe de tournage de la télévision militaire russe).

Entre ce poste de contrôle et le centre de Gori, la délégation a également visité un quartier bombardé. Même l'école n° 7, qui dispose d'une section géorgienne et d'une section russe, a été détruite. Les bombardements russes effectués à partir d'avions manquaient donc de précision.

Entretien avec M. Peter Tsiskarisvili, chef de groupe de la majorité au Parlement

Selon lui, le blocage de la ville portuaire de Poti n'a aucun rapport avec l'Abkhazie. En revanche, ce blocage étrangle l'économie géorgienne. Il a déclaré craindre que les entrepreneurs étrangers ne restent à l'écart. Il s'est dit personnellement favorable à des mesures économiques contre la Russie.

Il a mis en garde contre une répétition des événements survenus en Crimée. Dans cette région aussi, la Russie a commencé par délivrer des passeports pour pouvoir ensuite "défendre" leurs détenteurs. Il n'a pas répondu à la remarque de Mme de Bethune, sénatrice qui soulignait que l'on obtient des passeports russes parce que les passeports géorgiens ne seraient valables que pendant 18 mois.

Entretien avec le premier ministre Lado Gurgénidze

Le premier ministre espérait que l'on donnerait un signal clair à la Russie lors du Sommet européen du 1er septembre : une procédure accélérée pour son pays et une force de maintien de la paix internationale et pas russe.

Il a estimé à 35 000 le nombre de personnes déplacées internes qui ne pourront plus jamais revenir dans leur village.

Visite d'un camp pour personnes déplacées internes situé à la périphérie de Tbilissi

La délégation a vu une quinzaine de tentes où logeaient approximativement 60 personnes. Elle a été accueillie par M. George Tsereteli, vice-président du Parlement, et par un fonctionnaire chargé du logement. Ce dernier a déclaré que parmi les 170 000 réfugiés recensés au début du conflit, il en restait encore 90 000 qui logeaient dans des bibliothèques, des centres sportifs ou d'autres bâtiments publics. On estimait à 35 000 le nombre de personnes dans l'impossibilité de rejoindre leur domicile.

Rencontre avec M. George Tsereteli, vice-président du Parlement, et avec des membres de l'opposition parlementaire chrétienne-démocrate

M. Tsereteli et les parlementaires de l'opposition étaient eux aussi convaincus que la fin de non-recevoir prononcée au Sommet de l'Otan à Bucarest avait poussé Poutine à envahir la Géorgie. Cette situation étant irréversible, M. Tsereteli espérait une procédure accélérée d'adhésion à l'UE.

Médias

La délégation a donné plusieurs interviews sur place, notamment à TV5, WDR, CNN, la BBC, la télévision japonaise et une série de journalistes géorgiens. En outre, elle a transmis deux communiqués de presse (voir annexes) qui ont été relayés dans des articles de l'agence Belga, dans les journaux De Standaard, het Belang van Limburg, Le Soir, La Libre Belgique, Grenz-Echo, Le Jour, The Financial Times et Le Figaro, et dans des reportages à la RTBf-TV, à la RTBf-radio, à la VRT-radio, à Radio France Internationale et à TV5.

Constatations de la délégation

1. L'unanimité par-delà les clivages des partis à propos du moratoire sur le maintien en place du président Sakachvili ainsi que la résolution, adoptée à l'unanimité au Parlement, concernant la rupture des relations avec la Russie sont des signes d'un grand patriotisme.
2. La thèse quasi unanime selon laquelle le déclenchement du conflit par la Russie aurait été "inéluçtable" et minutieusement préparé, ainsi que la négation de l'existence d'un problème avec les minorités révèlent une absence d'autocritique.
3. Tous les interlocuteurs estiment que le refus opposé à l'adhésion de la Géorgie lors du Sommet de l'Otan à Bucarest a donné à la Russie le feu vert pour passer à l'attaque.
4. Tous les interlocuteurs sont persuadés que sans les interventions du président du Conseil de l'UE, M. Sarkozy, et du président des États-Unis, M. Bush, la Russie aurait envahi l'ensemble du territoire géorgien.
5. Tous les interlocuteurs attendent beaucoup de l'Union européenne (procédure d'adhésion accélérée). Les Géorgiens se sentent européens et en veulent pour preuve, par exemple, la christianisation du pays qui date du Ier siècle.
6. Pratiquement tous nos interlocuteurs sont favorables à des sanctions ciblées, principalement dans le domaine des visas, contre *l'establishment* russe.
7. Les postes de contrôle situés sur le territoire géorgien vont à l'encontre des accords Sarkozy.

N.B. : La délégation a réalisé une mission d'information du côté géorgien, à l'invitation du Parlement géorgien. Elle n'a pas eu l'occasion de vérifier les versions des faits provenant d'Ossétie du Sud ou de Russie.

Annexes

1. Programme
2. Documentation présentant la version géorgienne du conflit
3. Documentation
4. Reportage photos
5. Communiqués de presse et revue de presse

08.09.2008 - PP